



Communication & Influence

N°107 - Janvier 2020

Quand la réflexion accompagne l'action

Ombres et lumières sur l'Amazonie, jeux d'influence pour enjeux de puissance : le décryptage de Jean-Yves Carfantan

Pourquoi Comes ?

En latin, comes signifie compagnon de voyage, associé, pédagogue, personne de l'escorte. Société créée en 1999, installée à Paris, Toronto et São Paulo, Comes publie chaque mois Communication & Influence. Plate-forme de réflexion, ce vecteur électronique s'efforce d'ouvrir des perspectives innovantes, à la confluence des problématiques de communication classique et de la mise en œuvre des stratégies d'influence. Un tel outil s'adresse prioritairement aux managers en charge de la stratégie générale de l'entreprise, ainsi qu'aux communicants soucieux d'ouvrir de nouvelles pistes d'action.

Être crédible exige de dire clairement où l'on va, de le faire savoir et de donner des repères. Les intérêts qui conditionnent les rivalités économiques d'aujourd'hui ne reposent pas seulement sur des paramètres d'ordre commercial ou financier. Ils doivent également intégrer des variables culturelles, sociétales, bref des idées et des représentations du monde. C'est à ce carrefour entre élaboration des stratégies d'influence et prise en compte des enjeux de la compétition économique que se déploie la démarche stratégique proposée par Comes.

Economiste, Jean-Yves Carfantan est l'un des plus fins connaisseurs français des questions agro-alimentaires du Brésil, où il vit depuis longtemps. Auteur de nombreux ouvrages, membre du groupe Rapport Cyclope sur les marchés mondiaux de matières premières, Jean-Yves Carfantan est aussi membre de l'Institut Fernand Braudel pour l'étude de l'économie mondiale (think tank de São Paulo), et du club World Policy Conference, (Institut Français des Relations Internationales, Paris). Ayant sillonné le pays durant des décennies, lassé de voir tant d'inepties être diffusées par les médias sur le Brésil, il vient de lancer un site dédié pour remettre les pendules à l'heure : www.istoebresil.org/

Dans l'entretien qu'il a accordé à Bruno Racouchot, directeur de Comes Communication, Jean-Yves Carfantan



à l'agriculture et la forêt brésiliennes. En outre, dans un long article reproduit ci-après (p.3 à 5), intitulé "Défense de l'Amazonie, de la biodiversité, des Indiens...Les enjeux réels d'une guerre informationnelle", Jean-Yves Carfantan explique comment à travers l'exaltation des "bons sentiments", certains médias et ONG visent, par les jeux d'influence, à s'emparer de pôles de puissance majeurs sur le plan géopolitique.

A travers vos différents ouvrages (notamment Brésil – Les illusions perdues, Bourin, 2018), vous mettez l'accent sur le fait que le Brésil – classé 9^{ème} économie mondiale en 2019 – est un pays méconnu, enfermé dans des clichés qui faussent toute perception lucide de sa réalité. A quoi attribuer cette influence néfaste qui lui colle injustement à la peau ?

Je crois que même lorsqu'ils n'ont jamais parcouru ce pays-continent, le Brésil existe dans l'imaginaire des non-brésiliens. Sans en avoir conscience, ils ont hérité des représentations propagées par les lointains explorateurs, les aventuriers, les missionnaires ou ethnologues. Les clichés

évoquent alors des terres luxuriantes peuplées de tribus d'indiens innocents, derniers témoins d'un paradis terrestre que la modernité fait disparaître. Ces poncifs exotiques anciens ont été suivis par d'autres, aussi prégnants. Au cours du XX^e siècle, la vision du Brésil a été nourrie par le discours de l'église catholique (très forte dans le pays jusqu'aux années 1980) et des organisations politiques de gauche. Les inégalités profondes qui déchirent une société de privilégiés et d'exclus ont été réduites à un découpage binaire opposant une élite prédatrice et un peuple dominé. Ce tableau manichéen (très prégnant encore aujourd'hui) distingue dans la



www.comes-communication.com

population brésilienne une immense cohorte de victimes maintenues dans la pauvreté et une minorité de puissants opulents décidés à perpétuer leur pouvoir. Outre les peuples indigènes, cette cohorte comprend les paysans sans terre (évidemment persécutés par de méchants latifundiaires), tous les petits exploitants des campagnes, les habitants des favelas et les masses de citoyens qui peuplent les périphéries des mégapoles. Ce prisme manichéen et binaire n'est pas venu spontanément influencer le regard européen sur le Brésil. Il a été construit pendant des décennies par des clercs, des leaders politiques et des intellectuels

Ce prisme binaire a été construit pendant des décennies par des clercs, des leaders politiques et des intellectuels brésiliens et étrangers.

brésiliens et étrangers. Il a été consolidé, sophistiqué et renforcé par une vulgate universitaire. En Europe, d'anciens soixante-huitards devenus ensuite des personnalités académiques ont soulagé leurs nostalgies révolutionnaires en projetant sur le Brésil (et sur d'autres terres latino-américaines) leurs rêves et leurs partis-pris idéologiques. Leurs regards avaient d'autant plus d'impact qu'ils prenaient la forme de lectures savantes nourries de sociologie, de science politique ou de raisonnements historiques.

La fabrication des images ne se nourrit évidemment pas seulement des travaux souvent confidentiels de l'université. La presse traditionnelle et les grands médias contribuent à renforcer ce prisme manichéen. Désormais, les rédactions n'ont plus les moyens économiques de poursuivre un travail approfondi de connaissance des pays étrangers et du monde à l'heure où précisément ces réalités lointaines influencent de plus en plus le quotidien proche des Européens. Elles se contentent donc de mobiliser des correspondants. Par

La fabrication des images ne se nourrit évidemment pas seulement des travaux souvent confidentiels de l'université. La presse traditionnelle et les grands médias contribuent à renforcer ce prisme manichéen.

manque de moyens, inculture ou parti pris idéologique, ces derniers fournissent les textes et les images que leurs donneurs d'ordre attendent. De leur côté, les plateformes numériques traitant du Brésil pour des publics européens s'adressent trop souvent à des tribus ou des groupes de fidèles qui cherchent plus à nourrir des visions idéologiques qu'à apprendre la complexité de ce pays mouvant, multiple, déroutant et souvent perturbant. Ajoutons

encore que des formateurs d'opinion brésiliens confortent la représentation manichéenne évoquée plus haut, soit parce qu'elle correspond à leur propre vision, soit parce qu'ils s'inclinent devant un discours dominant.

A travers votre nouveau site, vous dites - en parlant du Brésil - que vous cherchez moins à rendre compte "du bruit que font les arbres que l'on abat" (ce que privilégie la plupart des médias) qu'à évoquer "le silence de la forêt qui pousse" (les changements profonds en cours et à venir). En parlant d'arbres, il est indéniable que la forêt amazonienne est mal perçue par nos contemporains ? Pourquoi ?

Ce début de XXI^e siècle est marqué par une prise de conscience nécessaire des graves déséquilibres écologiques qui menacent l'humanité (changement climatique, appauvrissement de la biodiversité, etc...). Notre rapport à

l'environnement, aux ressources et aux équilibres naturels ne peut plus être cette relation "d'exploitation minière" qui a prévalu pendant des siècles. Plutôt que de s'en tenir à ces observations raisonnables (et de chercher des solutions opérationnelles et non-régressives à ces énormes défis), de nombreux secteurs de l'opinion (à l'échelle mondiale) prônent un respect radical et ingénu d'une nature perçue comme matrice généreuse, protectrice et bienveillante... Les forêts tropicales sont représentées comme l'archétype de cette nature innocente. Elles sont l'image sacralisée d'un paradis que la civilisation industrielle aurait détruit ailleurs. Ce qui frappe dans le discours médiatique européen sur l'Amazonie, c'est l'ignorance de l'histoire de la région. On dénonce la déforestation (réelle et très préoccupante) comme si la prise de conscience écologique avait toujours existé alors qu'elle remonte à deux décennies. On ignore volontiers la complexité des conflits locaux (autour du foncier, de la terre) qui expliquent souvent les pratiques de déboisement, de destruction par le feu. On oublie aussi les conditions de vie extrêmement difficiles des populations locales (souvent très pauvres) qui vivent dans un environnement hostile (la forêt tropicale n'est pas un paradis pour l'homme et les communautés indiennes sont les premières à le savoir). Le monde médiatique occidental (et donc une bonne partie de nos concitoyens) voit la forêt amazonienne comme une sorte d'éden vierge agressé par des meutes de pilliers de ressources rares. Il y a aussi dans cette représentation un réflexe protectionniste. L'agriculture moderne du Brésil est devenue un acteur économique majeur sur les marchés internationaux de denrées alimentaires. En Europe (sans doute pour limiter l'arrivée des produits brésiliens), on s'acharne à présenter toute l'agriculture brésilienne comme une force diabolique. Comme si tous les agriculteurs performants et compétitifs du pays étaient installés sur le bassin amazonien et n'avaient d'autre ambition que d'éliminer par le feu un paradis végétal remontant à l'origine des temps. Des images évidemment spectaculaires d'incendies sont accompagnées d'un prêche culpabilisateur : manger du soja ou de la viande du Brésil, ce serait participer directement à la destruction du "poumon de la planète"... En réalité, la part du soja produite sur des terres récemment déboisées est très faible. Le soja, c'est d'abord au Sud et au Centre-Ouest du pays qu'on le trouve. La forêt amazonienne a aussi une mauvaise image parce que les Brésiliens eux-mêmes ont tardé à prendre conscience de l'atout dont ils disposeraient dans le monde du XX^e siècle s'ils géraient cet énorme patrimoine naturel, essentiel pour les équilibres écologiques. L'Etat ferme encore trop souvent les yeux sur les crimes environnementaux qui sont commis, alors qu'il devrait punir et soutenir les efforts réels déjà engagés localement pour protéger la biodiversité, innover en agriculture, développer un élevage bovin durable, favoriser une exploitation rationnelle de la forêt. Le Brésil devrait engager une diplomatie environnementale pour promouvoir ces innovations qui se multiplient dans le Nord du pays et mobiliser la communauté internationale afin qu'elle contribue au financement de la préservation d'un patrimoine sud-américain essentiel pour toute l'humanité. ■

Pour en savoir plus : www.istoebresil.org/ - Voir aussi, sur l'Amazonie, la récente analyse du professeur Hervé Théry www.diploweb.com/Geopolitique-de-l-environnement-Bresil-Pourquoi-l-Amazonie-brule-t-elle.html

EXTRAITS

Défense de l'Amazonie, de la biodiversité, des Indiens...**Les enjeux réels d'une guerre informationnelle - I**

Fin juillet 2019 est sorti en France Brésil : corruption, trafic, violence, criminalité, vers la fin du cauchemar ? (Editions Eska, 175 p., 22 €), un livre-enquête sous la direction de Nicolas Dolo et Bruno Racouchot. Deux chapitres sont spécifiquement consacrés aux crimes environnementaux, dont l'un constitué d'un entretien avec Jean-Yves Carfantan. Avec l'autorisation de l'éditeur, nous le reproduisons ici dans les pages 3,4 et 5, tant l'auteur dresse un tableau synthétique des liens existant entre crimes environnementaux et guerre informationnelle.

A noter que tout cela a été écrit en avril 2019, avant la grande campagne anti-Brazil portant sur les feux en Amazonie de l'été dernier. Autant dire que Jean-Yves Carfantan a été particulièrement visionnaire sur le sujet...

Présentation de l'entretien : "Ces derniers mois, le Brésil a subi de nombreuses campagnes de presse accusant le nouveau gouvernement de mettre en péril la sécurité des sociétés indiennes et le devenir de l'Amazonie. En réalité, le phénomène n'est pas nouveau. Avant Jair Bolsonaro, ses prédécesseurs, pourtant aux antipodes idéologiques du nouveau président, avaient été accusés des mêmes maux. Pourquoi ? Le Brésil a toujours été la cible de campagnes médiatiques négatives en matière environnementale et de droits des "natives". Comment en ce domaine complexe, faire la part du réel et du projeté médiatique ? Chercheur et homme de terrain, expert de l'univers rural brésilien, auteur de nombreux ouvrages sur le devenir du pays, Jean-Yves Carfantan décortique ici les réalités humaines et économiques d'un monde intérieur brésilien, en réalité peu et mal connu, proie facile pour les organisations prédatrices et/ou criminelles qui maîtrisent les codes communicationnels et médiatiques".

"Sur la scène internationale, deux sujets sont médiatiquement très forts en ce qui concerne le Brésil, à savoir la protection de l'Amazonie et de la biodiversité, et la défense des Indiens. On ne peut bien sûr qu'être en faveur de ces démarches humaines et de bon sens... sauf que dans bien des cas, on évolue là dans des sphères de guerre informationnelle, où la vérité est fréquemment tronquée, ce, souvent, de manière délibérée. Ce qui pose la question de l'instrumentalisation de causes nobles à des fins purement politiques et... même financières. Quel bilan peut-on dresser à l'heure où les attaques se multiplient contre le Brésil de la part de nombreuses ONG et autres mouvements indigénistes, lesquels ont pris, dites-vous, le contrôle d'un septième du territoire brésilien..."

JYC : "Aujourd'hui, ce sont près de 14% du territoire brésilien qui sont considérés comme terres légalisées. En langage juridique français, cela signifie que l'Etat fédéral en est le nu-propriétaire quand les Indiens en ont la jouissance, sous réserve de respecter des règles précises, comme refuser l'entrée sur leurs terres à d'autres groupes, investisseurs ou agriculteurs, quand bien même ils se présenteraient comme leurs partenaires. Dans nombre de régions, ces processus sont en cours. Si l'on allait à présent au bout de la logique de tous les mouvements qui se veulent défenseurs de la cause indigène, ce sont 30% du territoire brésilien – autrement dit plusieurs fois la superficie de la France métropolitaine – qui se trouveraient réservés pour une population, laquelle, selon les dernières estimations officielles, s'élève à environ 850.000 personnes. Il faut être prudent quant à l'analyse des revendications, qui concernent 310 ethnies différentes, extrêmement hétérogènes, dont tous les membres d'ailleurs, aux dires de certains anthropologues, ne souhaitent pas forcément rester fixés sur leurs terres. Certaines ethnies vivent totalement hors du monde, d'autres au contraire entretiennent des relations avec la société extérieure depuis des siècles.

"Un exemple parmi tant d'autres de la complexité de la question de la légalisation des terres indiennes : dans le Roraima, Etat du nord du Brésil qui jouxte le Venezuela, la grande réserve dite *Raposa Serra do Sol* voyait cohabiter sur son sol en bonne intelligence depuis le XIX^{ème} siècle, les Indiens du cru avec des populations de différentes origines. Quand la légalisation s'est imposée en 2005, les populations non indiennes – et souvent métissées – qui avaient toujours vécu là ont été expulsées *manu militari*. Seuls sont restés les Indiens qui le voulaient. Résultat : des familles ont été déchirées, l'écosystème qui s'était bâti harmonieusement au fil du temps a été dévasté, les Indiens qui ont choisi de rester ont perdu leurs marchés, souvent leurs amis, parfois mêmes des membres de leurs familles qui ne pouvaient abandonner un conjoint d'origine non-indienne".

"Les attaques des ONG contre le gouvernement brésilien sur la question indienne ne datent pas d'aujourd'hui. Elles ont pris de l'ampleur tout récemment avec l'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro, mais son prédécesseur, aux antipodes politiques et idéologiques, à savoir la présidente Dilma Rousseff, dut également subir les foudres de ces ONG. Quelle est la nature des structures qui se sont emparées de la cause indigéniste et pourquoi agissent-elles de la sorte ?

JYC : "Une organisation brésilienne – le Conseil indigène missionnaire, lié étroitement à l'épiscopat – est depuis longtemps à la pointe de ce combat. On note d'ailleurs qu'une grande partie des organisations qui prospèrent sur ce terrain – lequel se situe à mi-chemin entre la problématique indigéniste et la problématique environnementale – sont des organisations religieuses étrangères, notamment pentecôtistes. Il y a là une vraie rivalité pour contrôler ce "marché" du religieux. Car les missions pentecôtistes, essentiellement nord-américaines, sont très actives, fournissent avec de gros moyens tout ce qui n'existe pas ou peu sur les réserves. Les membres de ces missions ne sont pas que des prédicateurs, ce sont aussi des cadres très bien formés professionnellement (médecine, agronomie, droit, communication, etc.). D'où l'inquiétude de l'Eglise catholique brésilienne, d'abord de ne pas se faire éliminer de cette rivalité avec les pentecôtistes, mais aussi de rester fidèle à l'idéal qui a été le sien, dans les années soixante-dix, de la théologie de la libération, idéal ancré nettement à la gauche de l'échiquier politique." [suite p.4]

EXTRAITS

Défense de l'Amazonie, de la biodiversité, des Indiens...

Les enjeux réels d'une guerre informationnelle - II

[suite de la p.3]

JYC : "En ce sens, la cause indigène est intéressante car elle s'impose comme un enjeu politique intérieur, et se révèle être d'autant plus puissante qu'elle s'inscrit dans une cause universelle porteuse qui est celle de la défense de l'environnement. Il s'agit donc pour toutes ces organisations de capter des ressources financières tout à fait significatives. Elles sont très bien structurées et possèdent à travers l'ensemble du territoire national des antennes locales. Pour mettre en œuvre leur stratégie sur le terrain, elles ont, là aussi, recours aux services de juristes et communicants, mais aussi d'anthropologues – car il faut établir les preuves d'une authentique présence indigène – et ces services sont facturés à la puissance publique. Il y a là, à mon sens, quelque chose de tout à fait préoccupant au regard du respect de l'intérêt général.

"Aussi convient-il, en l'espèce, de ne pas faire preuve de manichéisme. Car, contrairement à ce que l'on lit parfois dans la presse européenne, il n'y a pas une césure aussi claire qu'on veut bien le dire entre, d'un côté la bonne cause indigène et d'autre part la mauvaise cause du monde rural, en particulier des agriculteurs qui ne sont pas tous – loin s'en faut – des géants de l'agrobusiness. A la base, il y a indubitablement une vraie cause indigène à défendre. Mais il faut bien voir que celle-ci est souvent détournée et exploitée méthodiquement par des organisations qui ont des objectifs politiques et surtout... financiers. Sur la cause indigène comme sur la cause environnementale, malgré quelques frictions épisodiques, on constate en général que les ONG brésiliennes et étrangères fonctionnent plutôt en bonne entente, les premières étant heureuses d'avoir le renfort – médiatique et parfois financier – des secondes.

"Un point à mettre en relief en ce qui concerne les ONG d'origine étrangère présentes au Brésil : il faut bien comprendre que certaines d'entre elles, de taille mondiale, doivent rendre des comptes à leurs donateurs. Entre alors en compte une dimension psychologique et idéologique assez intéressante à analyser. L'imaginaire européen a longtemps campé l'Amérique du sud comme une sorte de paradis terrestre fantasmé, un monde originel idyllique. Il faudrait donc, sur cette logique, être à même de protéger ici – au Brésil en l'occurrence – ce que l'on n'a pas été capable de préserver dans l'univers occidental. Ce schéma et ce sentiment de culpabilisation vont être dès lors exploités par et pour des intérêts divers, très éloignés en réalité des préoccupations authentiques et originelles".

"Sous des dehors humanitaires, certaines zones semblent donc être propices aux actions criminelles ? Comment le Brésil peut-il concilier défense de sa souveraineté nationale, équité des populations et protection des plus fragiles ?

JYC : "La dimension législative doit être prise en compte pour aborder cet aspect. En effet, la constitution brésilienne adoptée en 1988 a connu au fil des ans une inflation textuelle redoutable. Et surtout, elle comporte des segments qui restent intouchables, tant l'ensemble des dispositions est devenue un imbroglio inextricable, notamment en raison des jeux d'influence au Congrès brésilien, sous lobbying permanent. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne le statut des terres indigènes et des Indiens, ces derniers se trouvant d'ailleurs cantonnés dans des dispositions fortement restrictives pour leurs activités de vie au quotidien. Cette configuration est optimale pour les communautés qui désirent rester en dehors du monde, mais se révèle être un obstacle pour celles qui souhaitent au contraire s'ouvrir et établir des synergies avec leur écosystème. D'où une fuite non négligeable vers l'extérieur, de jeunes qui souhaitent s'évader de cet havre protecteur des terres légalisées, comme on l'a pu le constater ces dernières années dans différentes communautés indiennes du Mato Grosso du sud par exemple. Délicat équilibre à trouver... dont certains groupes de pression ont cependant bien vu l'intérêt. On comprend dès lors à quel point le rôle de l'Etat est compliqué. Or, justement, comment est perçu l'Etat dans ces régions, hors les missions religieuses ou les personnels spécialisés de la Funai ? Quiconque a un peu connu – comme ce fut mon cas très modestement en Amazonie et dans le Mato Grosso – la vie indigène, sait le rôle positif et stabilisateur de l'armée au cœur de ces territoires, premier témoignage pour les populations locales de la présence de l'Etat. Certaines unités spécialisées de l'armée de terre ont en effet cette capacité à s'immerger et agir positivement au sein de ces territoires et ces populations. En respectant scrupuleusement les règles juridiques, extrêmement restrictives pour ce qui est de l'autorisation à pénétrer et agir au cœur de ces contrées. De leur côté, les réseaux du crime organisé (trafiquants d'armes et de drogues, exploitants illégaux de gisements miniers) qui se moquent bien de toutes ces normes et contraintes, voient dans ces territoires préservés un champ propice à leurs agissements.

"Où se situe dès lors la frontière entre préservation, d'une part de l'intérêt général et d'autre part des intérêts d'une communauté spécifique ? Prenons l'exemple bien connu du Roraima, territoire que nous avons déjà cité, au nord du Brésil, dont l'approvisionnement électrique dépend en grande partie du Venezuela. Aujourd'hui, dans les conditions que l'on sait, le Venezuela n'est plus en mesure de fournir cette électricité. Ce qui pose la question de la connexion du Roraima au réseau électrique brésilien. Or, juridiquement, comment créer des infrastructures locales à même de répondre à ces besoins sans entrer sur les réserves indiennes ? Ce, alors même que la majorité de la population n'est ni indigène, ni – quand elle l'est – désireuse de vivre sur un mode d'existence indigène. Ces imbroglios administratifs se traduisent ensuite dans les faits en polémiques politiques, les habitants du cru non-indigènes ne comprenant pas pourquoi ils sont traités comme des citoyens de seconde zone. On comprend mieux ainsi comment n'importe quel fait divers local se rapportant à ces questions, peut se transformer en question médiatiquement, et donc politiquement, explosive à l'échelle nationale et internationale." [suite p.5]

EXTRAITS

Défense de l'Amazonie, de la biodiversité, des Indiens...

Les enjeux réels d'une guerre informationnelle - III

[suite de la p.4]

"Cette complexité juridique se retrouve également lorsque l'on aborde la question environnementale..."

JYC : "Oui, car ces territoires au statut juridique et médiatique complexe servent aussi de base d'action aux organisations criminelles. Prenons l'exemple de la valeur des terres. Comment se fait-il qu'une terre située dans le nord de l'Etat de Para vaille x fois plus cher que la même superficie, avec les mêmes qualités agronomiques, dans le nord du Paraná ? C'est là tout simplement le coût de l'insécurité juridique. La criminalité organisée ne se contente pas de faire dans le trafic d'armes, de drogue ou d'êtres humains, elle déploie aussi son triste savoir-faire en toutes sortes de domaines, dont celui des titres fonciers. Mais fort heureusement, les choses sont en train de changer. Grâce à une meilleure connaissance du terrain. Un exemple : pour procéder à un état des lieux des personnes et des biens sur un territoire donné, il faut faire un recensement. Exercice somme toute facile à mener dans un espace classique, plus compliqué lorsque vous vous trouvez au fin fond d'un territoire rural peu connu. Aujourd'hui au Brésil, on est en train de déchiffrer les éléments du recensement de 2017 et on en aura les derniers résultats probablement fin 2019, voire en 2020. Ce travail d'enquête au sol est en train de muer grâce aux satellites, drones et autres nouvelles technologies qui permettent une connaissance de plus en plus fine du terrain, comme le fait aujourd'hui de manière intelligente l'Embrapa. Ces techniques permettent de mesurer jour après jour le respect réel de l'équilibre environnemental au Brésil. Contrairement à l'image véhiculée par nombre de médias, la législation est très stricte et sophistiquée en matière de respect des règles pour ce qui est de la préservation de la nature et de l'agriculture. Chaque exploitation doit ainsi laisser une partie non-négligeable – *a minima* 20% – de sa surface en terres naturelles, végétation "native". On ne peut planter que sous certaines conditions près de cours d'eau et autres aires protégées. Le cadastre déclaré doit être désormais conforme à ce que l'on voit d'en haut. Avant la venue des satellites et des drones, qui pouvait vérifier ? Aujourd'hui, le territoire peut être finement contrôlé par les chercheurs et scientifiques, lesquels peuvent alerter très vite la justice et la police en cas d'infraction. Cette surveillance, alliée à une authentique prise de conscience de la population sur les enjeux environnementaux, fait que les choses en ce domaine évoluent plutôt positivement au Brésil. Prenons l'exemple de l'Amazonie dite "légale", qui est bien plus que la forêt amazonienne *stricto sensu* (elle s'étend largement au-delà) : sur cette zone, 80% du territoire doit être maintenu en végétation "native". Ainsi, contrairement à l'image véhiculée par la plupart des médias, la législation en matière de préservation des terres et des populations est aujourd'hui beaucoup plus facile à faire appliquer qu'il y a quelques années, ce qui constitue un obstacle de plus pour les activités illégales. Ce qui, convenez-en, est plutôt encourageant."

"Pour conclure ?

JYC : "Huitième économie mondiale à ce jour, le Brésil est un pays dont le secteur agricole est complètement intégré à l'économie mondiale. Il se trouve donc directement confronté aux défis inhérents à la guerre économique. Même si le Brésil avance depuis plusieurs années sur une voie plutôt positive en matière de protection des populations fragiles et de l'environnement, il doit être au top demain en matière de respect des législations en ce domaine. Si l'on regarde les choses en face, beaucoup de structures ne sont pas aux normes, il existe une multitude de failles dans le dispositif brésilien, que ce soit pour la protection des populations ou de l'environnement. Le défi à relever est immense et ne sera pas résolu en un jour : le territoire est vaste, son peuplement est hétérogène, il exige un subtil équilibre pour préserver les intérêts des uns et des autres, bref il s'agit d'un exercice assez complexe à réaliser pour les autorités brésiliennes, d'autant que les potentialités immenses du pays constituent autant de proies alléchantes pour les prédateurs..."

"Aussi, les avertissements médiatiques doivent-ils lui faire comprendre qu'il importe désormais de mettre au diapason ses effets d'annonce et ses engagements sur le terrain. Le Brésil détient effectivement un atout majeur en matière environnementale, humaine, sociétale et agricole. Mais il doit se montrer sérieux et concret sur le sujet. Ce qui veut dire faire la preuve, non seulement qu'il respecte l'existant, mais aussi et surtout qu'il anticipe les défis en ces domaines, dans les textes certes, mais surtout dans les faits, et donc dans les *process* d'application concrète. S'il ne verrouille pas ces champs propices à son développement, les structures criminelles – et d'abord financières – auront tôt fait d'en faire une zone d'expansion privilégiée."

[Entretien réalisé à São Paulo le 15 avril 2019 par Bruno Racouchot]

Source : *Brésil : corruption, trafic, violence, criminalité, vers la fin du cauchemar ?*, sous la direction de Nicolas Dolo et de Bruno Racouchot, Editions Eska-MA éditions, collection Sécurité globale, juillet 2019, 175 p., 22 €. Voir la présentation de l'ouvrage dans *Communication & Influence* n°103, septembre 2019, *Brésil : réalité criminelle et guerre informationnelle*, www.comes-communication.com/files/newsletter/Communication&Influence_n_103_Bresil_criminalite_et_guerre_informationnelle.pdf

Voir aussi *Derrière la tragédie amazonienne*, entretien avec Jean-Yves Carfantan, notes CLES (Comprendre les enjeux stratégiques) HS89, <http://notes-geopolitiques.com/notesgeo/wp-content/uploads/2019/10/CLESHS89.pdf> - Ecouter également le podcast accordé sur le sujet à la revue géopolitique *Conflits*, www.revueconflits.com/amazonie-bresil-ecologie-indigenes/

BIOGRAPHIE

Jean-Yves Carfantan est sans conteste l'un des meilleurs connaisseurs français des questions agro-alimentaires du Brésil et est régulièrement consulté par les plus hautes autorités en ce domaine. Ainsi, depuis 1994, Jean-Yves Carfantan est membre du groupe de rédaction du *Rapport Cyclope sur les marchés mondiaux de matières premières*, publié chaque année par le Cercle Cyclope sous la direction du professeur Philippe Chalmin. Il est correspondant du Cercle au Brésil depuis 2000. Depuis 1997, Jean Yves Carfantan est aussi membre actif de l'Institut Fernand Braudel pour l'étude de l'économie mondiale, un think tank dont le siège est à São Paulo, et depuis 2018, membre du conseil d'administration de cet institut. En outre, il a rejoint en 2011 le club *World Policy Conference*, créé par Thierry de Montbrial, directeur-général de l'IFRI (Institut Français des Relations Internationales, Paris).

Titulaire d'un DEA en économie et d'un master en philosophie, Jean-Yves Carfantan a commencé sa carrière à l'université de Brazzaville (1974-1977) puis à l'ISG, Institut supérieur de gestion de Paris (1978-1981). De 1981 à 1984, il a été chargé d'études au sein de la Direction Générale coopération et développement de la Commission Européenne, pour laquelle il a réalisé plusieurs missions sur la région caraïbe et le continent africain. En 1985, il a été nommé professeur d'économie internationale à l'ESA, Ecole supérieure d'agriculture d'Angers. Dans ce cadre, il a assuré plusieurs enseignements auprès d'universités étrangères partenaires de l'ESA, aux Etats-Unis, en Grande Bretagne et au Brésil.



A partir de 1989, il a été chargé de gérer les partenariats de l'ESA avec des universités brésiliennes et a assuré des enseignements réguliers dans ces institutions (Université Fédérale du Goiás, Université Fédérale du Rio Grande do Sul, Université de São Paulo). Entre 1994 et 2002, il a mené des missions de consulting auprès de l'Organisation des Coopératives de l'Etat du Paraná, au Brésil (OCEPAR). Résident depuis 2000 au Brésil, il a participé comme associé à la création d'AgroBrasConsult. Il a ensuite été le directeur associé de ce bureau

d'études brésilien, spécialisé dans les marchés agricoles, installé à São Paulo. Dans le cadre de ce cabinet, Jean-Yves Carfantan a coordonné depuis 2002 un important travail d'intelligence et de veille économique des marchés agricoles brésiliens, associant étroitement recherche et travail sur le terrain, ce qui explique sa parfaite connaissance des arcanes de l'agriculture brésilienne.

Jean-Yves Carfantan est l'auteur de dix ouvrages publiés en France et au Brésil. Les trois derniers livres parus ont été publiés en France. En 2009, il a signé *Le Choc alimentaire mondial* aux éditions Albin Michel (et au Japon aux éditions NTT), et en 2014, *Le défi chinois* (sur la stratégie de contrôle des ressources naturelles développée par Pékin) aux éditions du Seuil. En 2018, il a publié aux éditions Bourin *Brésil - Les illusions perdues*, un

essai sur la situation politique et économique du pays.

Pour suivre les travaux et publications de Jean-Yves Carfantan : www.istoebresil.org/

L'INFLUENCE, UNE NOUVELLE FAÇON DE PENSER LA COMMUNICATION DANS LA GUERRE ECONOMIQUE

"Qu'est-ce qu'être influent sinon détenir la capacité à peser sur l'évolution des situations ? L'influence n'est pas l'illusion. Elle en est même l'antithèse. Elle est une manifestation de la puissance. Elle plonge ses racines dans une certaine approche du réel, elle se vit à travers une manière d'être-au-monde. Le cœur d'une stratégie d'influence digne de ce nom réside très clairement en une identité finement ciselée, puis nettement assumée. Une succession de "coups médiatiques", la gestion habile d'un carnet d'adresses, la mise en œuvre de vecteurs audacieux ne valent que s'ils sont sous-tendus par une ligne stratégique claire, fruit de la réflexion engagée sur l'identité. Autant dire qu'une stratégie d'influence implique un fort travail de clarification en amont des processus de décision, au niveau de la direction générale ou de la direction de la stratégie. Une telle démarche demande tout à la fois de la lucidité et du courage. Car revendiquer une identité propre exige que l'on accepte d'être différent des autres, de choisir ses valeurs propres, d'articuler ses idées selon un mode correspondant à une logique intime et authentique. Après des décennies de superficialité revient le temps du structuré et du profond. En temps de crise, on veut du solide. Et l'on perçoit aujourd'hui les prémices de ce retournement.

"L'influence mérite d'être pensée à l'image d'un arbre. Voir ses branches se tendre vers le ciel ne doit pas faire oublier le travail effectué par les racines dans les entrailles de la terre. Si elle veut être forte et cohérente, une stratégie d'influence doit se déployer à partir d'une réflexion sur l'identité de la structure concernée, et être étayée par un discours haut de gamme. L'influence ne peut utilement porter ses fruits que si elle est à même de se répercuter à travers des messages structurés, logiques, harmonieux, prouvant la capacité de la direction à voir loin et sur le long terme. Top managers, communicants, stratèges civils et militaires, experts et universitaires doivent croiser leurs savoir-faire. Dans un monde en réseau, l'échange des connaissances, la capacité à s'adapter aux nouvelles configurations et la volonté d'affirmer son identité propre constituent des clés maîtresses du succès".

Ce texte a été écrit lors du lancement de *Communication & Influence* en juillet 2008. Il nous sert désormais de référence pour donner de l'influence une définition allant bien au-delà de ses aspects négatifs, auxquels elle se trouve trop souvent cantonnée. L'entretien que nous a accordé Jean-Yves Carfantan va clairement dans le même sens. Qu'il soit ici remercié de sa contribution aux débats que propose, mois après mois, notre plateforme de réflexion.

Bruno Racouchot
Directeur de Comes



Quand la réflexion accompagne l'action

Communication & Influence

UNE PUBLICATION DU CABINET COMES

Paris ■ Toronto ■ São Paulo

Directrice de la publication : Sophie Vieillard

Illustrations : Rossana

CONTACTS

France (Paris) : +33 (0)1 47 09 36 99

North America (Toronto) : +00 (1) 416 845 21 09

South America (São Paulo) : + 00 (55) 11 8354 3139

www.comes-communication.com